

LES PROTESTANTS DU PAYS DE NICE, DE L'ÉPOQUE DU COMTÉ À CELLE DE L'ARRONDISSEMENT DES ALPES-MARITIMES

Le département des Alpes-Maritimes n'est pas seulement un territoire frontière mais un pays de frontières politiques, linguistiques, culturelles : l'une d'entre elles renforce la limite administrative des deux arrondissements actuels; nous avons choisi d'esquisser une histoire des protestants de la rive gauche du Var, en écartant notre regard de l'arrondissement de Grasse dont l'évolution religieuse n'a que peu de rapports avec celle du comté avant 1860, et peut être jusqu'en 1886.

Nous utilisons souvent le terme « francophone », bon nombre de pasteurs venant de France ou de Genève réunissent des fidèles parlant le français d'oïl; lequel est alors d'usage minoritaire à l'est du Var. Il est difficile de dire si l'usage populaire de la langue niçoise a écarté ou non les fidèles des temples réformés de langue française, d'autant que les pasteurs venus des vallées vaudoises du Piémont s'expriment en français.

I. LA PROVINCE DE NICE, PAYS DE MISSIONS PROTESTANTES (1815-1853)

La province sarde, après sa restitution à la Maison de Savoie, est terre de missions protestantes dans un royaume où le Christianisme est très ancien, le catholicisme enraciné et comme naturel, l'intolérance acquise. Les missions viennent de l'isolat « vaudois » d'Outre-Monts, sur le versant nord des Alpes : vallée de Saint Germain (ou du Germanasque), vallée de Luserna, du

Pellice, avec leurs dépressions affluentes; c'est un mouvement répondant à un appel; les missions viennent aussi des États de l'ouest et du nord européen en suivant la migration temporaire de l'aristocratie, puis de la ploutocratie hivernantes; elles sont appelées souvent, mais les départs sont aussi spontanés. Les vaudois, sujets de la famille de Savoie, sont généralement restés francophones; parmi les étrangers, les Suisses, surtout les Genevois, apportent assistance à un culte francophone; les autres présentent le culte en version allemande et anglaise surtout, ce qui accentue en pays nissart le caractère exotique des paroisses réformées.

Pendant les deux premières décennies du siècle, le gouvernement de la Restauration sarde est lourdement conservateur, hostile par principe à tout libéralisme, avec le règne de Victor-Emmanuel I qui abdique après la révolte piémontaise de 1821, puis celui de Charles-Félix « parfaite incarnation du souverain absolutiste, alliant le trône à l'autel »¹, mais très populaire au chef-lieu. La tolérance n'est accordée qu'à des cultes en langue étrangère, anglais d'abord. La prédominance des sujets de la puissante Grande-Bretagne fait que leurs temples sont des concessions diplomatiques et particulières; elles sont accordées, longtemps après l'accord anglo-sarde de Florence en 1669; ce sont les faveurs pour inhumations qui depuis 1775 ont permis successivement les cimetières anglais du bas vallon de la Mantega à Nice, en 1820, de la Croix de Marbre près de la route de France, celui-là avec une petite chapelle²; mais le culte anglican est privé, réservé aux sujets de Sa Majesté britannique; seule la section des non-catholiques, au cimetière du Château peut, en 1845, recevoir les dépouilles de défunts non-anglicans. On ne trouve pas grand désir d'évangélisation; hors les domaines anglicans, il semble bien que le culte protestant est alors clandestin jusqu'en 1834.

A cette date, un jeune pasteur genevois de 27 ans, Jean-Léonard Buscarlet, se donne à lui-même la mission de satisfaire le désir de culte francophone de coreligionnaires suisses et français qu'il a connus dans les hôtels niçois en soignant une laryngite; il obtint du roi de Sardaigne l'autorisation de célébrer le culte français, après avoir reçu l'appui du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III qui se considère comme le protecteur des églises réformées en Europe; et ce, par le biais de son envoyé extraordinaire auprès des cours du nord de l'Italie, le comté de Waldburg-Truchsess; ce ministre plénipotentiaire interviendra à nouveau plusieurs fois pour écarter de nouvelles contraintes linguistiques du gouverneur; il fut précisé que ce serait le pur culte soit luthérien, soit calviniste, et qu'aucune doctrine méthodiste ou autre non reconnue n'y serait professée; c'est-à-dire dans une église d'une

1. Cf. P. GUICHONNET, « De la Restauration à l'annexion (1814-1860) », dans *Nouvelle histoire de la Savoie*, Toulouse, 1996, p. 262.

2. Ch. DELORMEAU et R. AVILLACH, « Les cimetières anglais à Nice » dans *Nice historique*, 94^e année, n° 4, 1991, p. 167-175.

obédience reconnue par une Cour européenne. En 1837, Buscarlet peut-être imprudent ou victime d'une machination dans une affaire de distribution illégale, par un Anglais, de livres religieux, fut convoqué par le gouverneur et expulsé le 22 juillet. Ainsi disparut le culte réformé de langue française à Nice, de cette date à l'automne 1841.

Alors, un courrier espagnol, au service d'hivernants anglais, Vincent Yagues rassemble à nouveau les protestants francophones; repérées par la police secrète, ses réunions privées doivent cesser, malgré l'arrivée d'un assistant recruté à Genève; à partir de janvier 1843, le petit troupeau niçois loue à Saint-Laurent du Var, en France, un local, domicile de Yagues, et à Nice les services hebdomadaires d'un voiturier; le pasteur est remplacé par un ancien instituteur de Lausanne, Abraham Charbonney qui s'installe à Cagnes; mais les fidèles niçois se lassèrent du voyage hebdomadaire et se passèrent du culte de 1843 à 1848³.

II. L'ÉGLISE FRANCOPHONE : LA SUCCESSION DES OBÉDIENCES (1853-1905)

a) La croissance de la population fixe, de la migration hivernale, et du nombre de fidèles

Nice, au XIX^e siècle, comme Marseille et Toulon, a une très forte croissance, par immigration; de 23 538 habitants en 1815, elle passe à 44 091 en 1858; sur la base 100 de sa population en 1861 (48 273), l'indice est à 296 en 1911. En raccordant un peu audacieusement des effectifs de résidents connus par estimations contemporaines, sur la base 100 du nombre de familles de 1839, l'indice du nombre de résidents est à 348 en 1861, 12 678 en 1914; sur-estimé probablement. Or, en 1834, Buscarlet a pu réunir 80 francophones dans l'église anglicane; huit ans avant la réunion à la France (1852) les réformés francophones sont estimés à 200; au lendemain de ce grand événement, à 5 ou 600; croissance plus considérable que celle de la population; en 1861, les réformés de l'église évangélique de France à Nice rassemblent 1,24 % de la population permanente.

b) La référence vaudoise (1853-1861)

La crise européenne du milieu du siècle a conduit le roi Charles-Albert à signer des lettres patentes donnant aux vaudois du Piémont tous les droits civiques accordés aux autres sujets. Est ainsi émancipé le conseil appelé « Table vaudoise », siégeant à Torre-Pellice, usant de la langue française et

3. D'autres foyers paraissent subsister, mais les accès en sont difficiles. Cf. M. M. BREWSTER, *Lettres de Cannes et de Nice, 1856-1857*, Speracedes, 1998, lettre XV, Eze, centre du protestantisme.

présidé par un modérateur⁴. Dans ces circonstances favorables, un comte allemand, Frédéric d'Egglofstein, obtient pour les protestants étrangers non anglophones de Nice l'autorisation d'ouvrir une salle. Alors, de 1848 à 1854, se succèdent rapidement plusieurs pasteurs : le Suisse romand Mayor (1848-1850), le pasteur Cambon venu des Charentes, le Suisse Eugène Secrétan du canton de Vaud, du printemps 1852 à juin 1853; malade ce dernier est remplacé par Barthélemy Malan, premier pasteur originaire de la vallée du Pellice, assisté d'Antoine Gay.

L'organisation de la paroisse est complétée : un comité directeur de sept membres élus est formé; mais l'unité de l'assemblée des fidèles se brise, et un comité rival se manifeste tandis que l'influence étrangère réapparaît quand le consul de France essaye vainement d'imposer son arbitrage. Le schisme aboutit au regroupement des familles hivernantes derrière le Français Cambon dans une chapelle du faubourg anglais rue Paradis, tandis que ceux des milieux populaires restent derrière le Suisse Secrétan. Ce dernier finit par ramener les hivernants au bercail; son comité recherche une obédience européenne importante, de doctrine analogue; son secrétaire écrit alors au responsable de la Table vaudoise, le 30 octobre 1852, pour connaître les conditions de l'affiliation; or le révérend Nussey, membre de ce comité mais aussi adhérent à une association indépendante d'évangélisation des habitants de langue italienne a fait de même le 13 novembre; en mai 1853 le synode vaudois accepte sagement les deux demandes.

Le pasteur vaudois Malan resta à Nice jusqu'au début de 1854 seulement; son adjoint et successeur Antoine Gay maintint l'union des fidèles. Jusqu'en 1870 le qualificatif « vaudois » est employé localement pour désigner les réformes de langue française; dans toute l'Italie et surtout en Piémont, « vaudois » est synonyme de protestant. L'église de Nice a contribué à pérenniser ce qualificatif, en construisant le « temple vaudois », immeuble toujours debout, rue Gioffredo, de style néo-grec, fort sobre, inauguré en novembre 1857.

Après l'intérim de Gay, le nouveau pasteur engagé fut Léon Pilatte.

c) Les relations fraternelles avec l'Union des églises évangéliques de France et l'anémie de la communauté (1861-1875)

Léon Pilatte a organisé la vie protestante autour de la première église évangélique de langue française et essayé de faire célébrer un culte en allemand tantôt par le pasteur Wader, tantôt par le Genevois Lullin bien vite renvoyé; il se fit assister d'un pasteur de langue italienne; il rattacha à la paroisse de Nice, de 1857 à 1861, la petite cohorte regroupée à Menton depuis 1851.

4. Sur les origines de cette église cf. G. AUDISIO, *Les Vaudois, naissance et mort d'une dissidence XII^e-XVI^e siècles*, Turin, 1989.

Ch. Delormeau a fait le récit de la vie de l'Église au Second Empire⁵. La réunion à la France conduisit l'église de Nice à clarifier ses rapports avec celle des Vallées; la réponse du préfet interrogé ne figure pas dans les liasses des Archives Départementales. En 1861, fut proposée la séparation de l'Église des Vallées qui accepta, en conservant la propriété du temple et en en laissant l'usage aux Niçois : après accord sur le loyer et l'engagement d'apurer la dette, une assemblée le 14 mars ratifia ces décisions.

L'Église de Nice se mit alors en rapport avec l'Union des Églises évangéliques de France créée en 1849, sans demander officiellement l'association; elle ne sera donc pas sous la dépendance de l'Union et assurera elle-même ses obligations financières; un décret impérial du 25 août 1861 la rattacha à l'église consistoriale de Marseille et le culte est célébré sous les conditions jadis fixées par Turin. Devant l'augmentation du nombre de fidèles, un pasteur auxiliaire venu d'Alençon, Ch. Luigi s'installe; il eut quatre successeurs.

Le déséquilibre entre l'affluence l'hiver, et le petit nombre de pratiquants l'été, s'accroît; ce dernier devient infime avec la guerre de 1870, le désarroi des années difficiles (1870-1876), l'instabilité du nouveau régime français, les progrès de l'irrédentisme italien, les inquiétudes des hivernants.

En 1874, à la suite d'un différent entre Léon Pilatte et le Comité sur la gestion de l'asile créé par le pasteur, le comité de bienfaisance puis le conseil de l'église, font une opposition majoritaire; en 1875, les caisses sont vides, l'assistance au temple très faible.

d) Le début du renouveau de l'église française (1875-1905)

Léon Pilatte malade, propose sa démission; mais l'église ne peut garantir un traitement à son successeur; en décembre 1875, Pilatte, par ailleurs journaliste politique actif, donne difficilement sa démission, en assemblée générale qui vote assez brutalement la dissolution de l'Église indépendante de Nice et la remise des immeubles à la Table Vaudoise; l'église de Nice n'est plus qu'une simple station d'évangélisation de la commission de l'église vaudoise de Rome. Jacques Weitzeker est son pasteur, puis Jules Meille dans une nouvelle chapelle, 14 rue Neuve de Villefranche. En 1885, le successeur, Auguste Malan est assisté par deux confrères de langue italienne Petrai et Maurin. En 1901, la communauté demande le rattachement administratif à une institution française; le consistoire marseillais traite donc avec la commission vaudoise qui abandonne ses droits à Nice, où est nommé par décret du 18 mars 1903, un pasteur français, Pellier. Le temple vaudois est le lieu de culte en langue italienne à la fin du siècle encore. D'après les registres électoraux du consistoire, l'église française rassemble l'hiver 105 fidèles soit 0,1 %

5. Ch. DELORMEAU, « Le protestantisme à Nice au XIX^e siècle », dans *Nice historique*, 94^e année, n° 4, 1991, p. 144-157.

d'une cité de plus de 100.000 habitants; mais chroniqueurs et mémorialistes parlent de 2000 réformés français l'hiver⁶.

Tout à la fin du siècle, une nouvelle église de langue française développe l'audience du protestantisme français en se nourrissant de catholiques convertis et tout en défendant jalousement son indépendance. Créée en 1892, elle est fondée, elle aussi, par une personnalité forte : Alfred Long, né en 1866, catholique parisien, converti à 18 ans par l'Armée du Salut, appelé deux ans après pour une mission déjà installée à Nice; il s'en sépare en 1888 et crée une œuvre personnelle d'évangélisation autonome; s'étant marié, il réunit à son foyer quelques amis pour un culte très sobre; invité par le Comité baptiste de Paris, il est baptisé par immersion; bientôt, aidé financièrement par ses parrains, il ouvre à Nice une salle avec l'autorisation ministérielle, en décembre 1891; c'est un magasin de la rue Grimaldi; dans l'été de la même année, le pasteur Robert Aurèle, de Neuchâtel vient baptiser sept convertis à Saint-Jean-Cap-Ferrat, et constitue l'église Baptiste, dont Long devient le pasteur; lequel s'installe quelques temps place Masséna, en 1897, puis en 1899, dans un local plus économique, une boutique de la rue Notre-Dame, qui reçoit régulièrement une cinquantaine de fidèles.

III. DÉVELOPPEMENT DE LA PASTORALE TOURISTIQUE ET PRÉSENCE POLITIQUE.

a) Heurs et malheurs de la communauté luthérienne

La création de l'église luthérienne de langue allemande telle qu'elle a été longuement exposée par Charles Delormeau, est un exemple tardif de l'action missionnaire à Nice, et le pasteur Philippe Frédéric Mader, son fondateur, une des principales figures du pastorat à Nice. Sur un territoire dont les frontières politiques varieront encore jusqu'en 1947, nous voyons, au sein du groupe géographiquement délimité, se multiplier, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les démarcations religieuses.

Le paradoxe est que la migration hivernale de langue allemande dont le nombre et le poids social croissent à la fin du siècle, connaissant généralement bien le français, eut pu se passer d'un culte germanophone tandis que le salariat et la domesticité privée germanophones étaient dans un monde français, privés de culte. Mais c'est pourtant sur le terrain et dans une phase particulière de la « pastorale en milieu touristique » que se déploie l'action de Mader.

C'est un entrepreneur de l'hébergement, l'hôtelier d'origine bâloise Edouard Hug qui demande à la Société des Missions de Bâle un pasteur; le

6. Cf. G. MATHIOT, *Les noms de rue à Nice, dictionnaire alphabétique*, dactyl, Archives municipales de Nice, rubriques Temple vaudois et Vaudois.

Wurtembergeois Mader⁷, alors seulement prédicateur, fut envoyé, en 1855, et assura un culte privé dans son hôtel; puis, avec le Genevois bilingue Lullin, recruté par l'audacieux Pilatte, un culte en allemand dans la salle d'accueil de la rue Masséna; après l'élimination pour insuffisance de Lullin, dans l'été 1857, Mader se fit ordonner pasteur, à Bâle; mais à Nice, il ne réussit pas à maintenir l'accord avec Pilatte; il est chassé de la salle d'accueil parce qu'elle assure l'exclusivité à l'église écossaise. Le culte luthérien est installé en étage, rue de la Buffa; le règlement de tous ces frais vient de Bâle, et l'entretien du pasteur, de la riche communauté germanique (Allemands, Baltes, Scandinaves, Suisses, Néerlandais) hivernante. Mader prêchait devant un parterre de souverains et de hauts fonctionnaires étrangers; il épouse en 1859 une allemande de Stuttgart, gouvernante dans une famille anglaise, et, en l'absence d'église allemande, l'acte est porté sur les registres de l'église anglicane, tant était encore associées la prédication protestante et une partie de la migration hivernale étrangère.

La reine Caroline-Amélie du Danemark, le comte de Stockerlberg, ambassadeur de Russie à Turin, attirent « respectueusement » la sollicitude de Napoléon III sur le culte évangélique allemand; les pouvoirs français maintiennent les autorisations sardes, mais estiment que la communauté luthérienne niçoise doit se rattacher à l'église officielle. Mader obtient son intégration au consistoire luthérien de Paris et son rattachement au Directoire de Strasbourg dont dépendaient les églises luthériennes de France; ce dernier, le 14 janvier 1862, le nomme pasteur-vicaire de Nice, assisté par une commission presbytérale officielle.

Mader choisit un terrain au quartier de Longchamp et l'achète avant d'en avoir obtenu l'autorisation. Pour financer cet achat coûteux, puis la construction du temple et du presbytère, il utilisera deux systèmes de collecte : le premier, le voyage-collecte en Allemagne, méthode essayée en 1864 au cours d'un séjour à Berchtesgaden dans le château de la princesse d'Oldenburg qu'il sert comme précepteur; il le reprend en 1872, après les saisons 1870-71 et 71-72 durant lesquelles la colonie germanique fut absente pour cause de guerre. La seconde méthode est la collecte en France; en 1866 auprès du consistoire et du ministère, car il est appuyé par un ancien député du Bas-Rhin; en 1880-81, auprès des fidèles de Nice. Il peut faire bâtir une église sur son terrain, rue d'Augsbourg devenue Melchior de Vogüë, consacrée en juin 1866, et la pourvoir d'un orgue en 1881.

L'intolérance à l'égard des cultes protestants d'avant le milieu du siècle réapparaît à l'égard d'un culte en langue allemande; moins durant la guerre de 1870, puisque Mader resta à Nice, ainsi que la plupart des Allemands

7. Ch. DELORMEAU, « Le pasteur Philippe Frédéric Mader et les débuts de l'église luthérienne de Nice », dans *Recherches régionales*, 18^e année, n° 1, 1977, p. 49-62.

domiciliés; mais, en 1882, sous la forme d'une campagne de dénigrement du pasteur, et surtout en 1896, avec une campagne de presse durant l'affaire Dreyfus; il subira pendant quelque temps une suppression de traitement parce qu'il refusait de se faire naturaliser. En 1900, une carte postale éditée par un Allemand de Nice, présente l'église luthérienne avec cette qualification : *Deutsche Kirche*.

b) Les personnalités protestantes dans la vie politique niçoise

L'action politique des personnalités protestantes n'est manifeste qu'après la réunion du « circondario » de Nice à la France en 1860, date à laquelle le suffrage universel masculin fit irruption dans la vie niçoise.

Auparavant, assurant lui aussi la lente transition vers la modernité, le français Edouard Corinaldi, résident permanent, est un prototype de leader laïc réformé. Son importance pour nous est peut-être une erreur de perspective, parce qu'il est un des rares protestants du milieu du siècle à avoir publié ses souvenirs; on est tenté de la faire, bien que ses dires soient tenus en suspicion, parce qu'il a publié à Nice, en 1901, une *Histoire de l'Église évangélique de langue française à Nice de 1835 à 1875*, et des *Mémoires*. Il fut secrétaire élu du comité de sept membres qui, en 1849, géra la première église évangélique de langue française; un des acteurs du rapprochement avec l'église vaudoise en écrivant, le 30 octobre 1852 au modérateur; il fut aussi, en 1857 l'auteur de la lettre qui porta à la connaissance du président de la commission de l'église vaudoise à Rome la décision de dissoudre celle de Nice et de transférer les locaux, à leur légitime propriétaire, celle de Rome.

La seconde personnalité est le pasteur Léon Pilatte qui eut une action locale prépondérante; il est lui aussi d'origine française, né à Vendôme; catholique d'origine, il est converti à 17 ans; une santé trop faible l'écarte des missions au Lesotho, mais il reste aux États-Unis deux ans; peut être pour fuir la France du Prince-Président; pour soigner une maladie du larynx, il se rend à Menton et s'y consacre à la communauté vaudoise; en 1854 le pasteur Malan lui demande de le remplacer à Nice.

Le nouveau pasteur de Nice, très volontaire, doué d'une grande puissance oratoire est très actif : il ouvre pour les protestants et les orthodoxes nécessiteux un asile, rue du Docteur Balestre, poursuit l'évangélisation des Italiens; ses propres fidèles sont des vaudois orthodoxes, domestiques et employés d'hôtels, manœuvriers, et de riches hivernants. En 1861, il pose, par écrit, au préfet, le problème du choix de son rattachement ecclésiastique. Dès 1865, il est pourvu d'un adjoint surtout pour la saison hivernale. Mais à partir de 1872, le nombre des fidèles, sans l'apport majoritaire des résidents temporaires, se réduit; les luttes intestines l'opposent à la majorité de ses coreligionnaires; une longue crise aboutit à la ruine de l'église; il a pourtant encore fondé en 1874, un centre de formation des colporteurs bibliques, actif jusqu'en 1886.

En 1867, il avait créé avec quelques républicains d'origine française, dont Corinaldi, le quotidien le *Phare du littoral* qu'il anime jusqu'en 1870; après sa démission de pasteur, avec Corinaldi encore, il contribue à la création de l'*Éclaireur de Nice*, grand organe de presse jusqu'en 1944. Il décède à Nice en 1895; sa tombe, dans la partie non catholique du cimetière du Château, porte, avec ses dates de naissance et de mort, ses initiales L.P. seulement. Le protestantisme niçois est alors très lié à la République.

C'est une personnalité protestante beaucoup plus modérée qui se signale au tournant des deux siècles : né en avril 1851 à Gap, avocat à Nice, bientôt bâtonnier, Antoine Nestor Ernest Conduzorgue de Lairolle⁸, couramment appelé Ernest Lairolle, conserve de cette tradition républicaine un véritable militantisme mutualiste que l'on retrouve chez son cadet de 10 ans, le docteur catholique Edouard Grinda, promoteur et gestionnaire des Assurances sociales. Lairolle, président de la Fédération des Sociétés de secours mutuels devint spécialiste de l'application de la loi de 1898 relative aux sociétés de secours mutuels; conseiller général de 1883 à 1911, battu aux élections législatives de 1885, un des vainqueurs de la lutte contre Borriglione, il administre la Caisse d'épargne, préside en 1905 le conseil d'administration de l'asile évangélique, est aussi un fondateur de l'*Éclaireur de Nice*, est député de la 2^e circonscription de Nice-Ville de 1910 à 1919. Il meurt en 1926⁹.

Paul GONNET

8. Ch. DOUSTALY, *La droite à Nice à la fin du XIX^e siècle (de la crise séparatiste à la loi de Séparation 1871-1906)*, mémoire de maîtrise dactylographié, Université de Nice, 1974.

9. E. LAIROLLE, *Trente ans de vie publique*, Nice, 1901.